EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance publique du 16 décembre 2013 à 18h00

La convocation de tous les membres en exercice du Conseil Communautaire a été faite le 9 décembre 2013, dans les formes et délais prescrits par la loi. La délibération ci-après transcrite, conforme au texte du registre des procès-verbaux du Conseil Communautaire, a été affichée ou publiée par extrait, au siège de Roannais Agglomération, 63, rue Jean Jaurès à Roanne.

Etaient présents :


Etaient Absents :


Secrétariat désignée avec l’approbation de l’assemblée pour la durée de la séance : Marie-France Catheland.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombre de conseillers communautaires</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>En exercice</td>
<td>82</td>
</tr>
<tr>
<td>Présents</td>
<td>62</td>
</tr>
<tr>
<td>Pouvoir</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Pour</td>
<td>62</td>
</tr>
<tr>
<td>Contre</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Abstention</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Certifié exécutoire le 216 DEC 2013
Reçu en préfecture le 20 DEC 2013
Publié au RAA le 26 DEC 2013
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2252-5, L 5211-41-3 et L 5216-5 qui prévoit l’exercice de la compétence obligatoire : « en matière d'équilibre social de l'habitat ; programme local de l'habitat ; politique du logement d'intérêt communautaire ; actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ; réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ; action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ; amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire ; »

Vu l'arrêté préfectoral n° 231/13 du 12 novembre 2013 portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération du Roannais et prévoyant la prise d'effet du Titre 2 sur les compétences au 1er janvier 2014,

Considérant que les élus ont élaboré une définition de l'intérêt communautaire permettant de renforcer les actions en faveur de l'habitat sur l'ensemble du territoire,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Adopte l'intérêt communautaire de la compétence obligatoire n°3 équilibre social de l'habitat défini comme suit :

Politique du logement d'intérêt communautaire :

Définition, coordination et programmation pluriannuelle du logement social, décliné annuellement en adéquation avec les objectifs du PLH.

Etudes portant sur :
- la réhabilitation du parc privé ;
- le logement social collectif des personnes âgées.

Travaux permettant de lutter contre l'indignité dans le logement.

Adaptation du parc ancien, y compris des copropriétés dégradées, aux exigences d'amélioration des performances énergétiques.

Création de logement social.

Réhabilitation de logements sociaux du parc public.

Logement des étudiants.

Maintien des personnes âgées dans le logement.

Logement des personnes porteuses de handicap.

Démolition du parc social public lorsqu'un projet est porté par un opérateur et dont la vocation future est de reconstituer du logement social.

Garanties d'emprunt.

Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire :

Accession sociale à la propriété.

Financement des Prêts Locatifs Aidés d'Intégration (PLAI) et des Prêts Locatifs à Usage Social (PLUS).
Création et réhabilitation de structures d'hébergement collectif destinées aux personnes défavorisées telles que définies dans le Programme Départemental d'Actions pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD).

Actions par des opérations d'intérêt communautaire en faveur du logement des personnes défavorisées :

Financement du Programme Départemental d'Actions pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD).

Amélioration du parc bâti d'intérêt communautaire :

Réhabilitation du parc privé par des opérations s'étendant à plus d'une commune :
- Programme d'Intérêt Général (PIG),
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)

- Précise que l'intérêt communautaire défini ci-dessus prend effet au 1er janvier 2014.

Ont signé au Registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,

ROANNE, le 20 DEC. 2013

Le Président
Christian AVOCAT